

**TICAD V Réunion ministérielle préparatoire**  
**Réunion plénière (1) : Compte rendu de la TICAD V**  
**Discours introductif de S. E. Monsieur Fumio Kishida**  
**Ministre des affaires étrangères du Japon**

16 mars 2013

## **1. Introduction**

En vue de la réunion préparatoire ministérielle, le Japon a été attentif à l'avis de l'ensemble des membres des pays africains, lors de la réunion de hauts fonctionnaires en automne dernier, et par le biais de la Commission de l'Union Africaine et des corps diplomatiques africains présents à Tokyo. Au Japon, nous avons également été à l'écoute de la société civile et des entreprises privées. Lors de ce processus, nous avons reçu des idées et des suggestions constructives sur la manière dont nous devons procéder afin de réaliser le développement africain plus dynamique.

Le Japon considère que les attentes et les demandes des pays africains, des organismes internationaux, des industries et de la société civile ayant participé à la TICAD V doivent se refléter dans le compte rendu devant être adopté. En tant que pays d'accueil de la TICAD, le Japon a travaillé avec responsabilité au projet de ce compte rendu. Les points importants du compte rendu souhaitable sont expliqués ci-après.

## **2. Points importants du compte rendu**

En premier lieu, les pays africains, parlant d'une même voix, en appellent à la promotion du commerce et des investissements sans parler de l'importance de l'aide au développement. En outre, dans la perspective des prochaines années et dans le cadre de leur expansion, les entreprises japonaises placent de grands espoirs dans le marché africain. Le Japon souhaiterait ainsi faire le lien entre les attentes africaines et la volonté des entreprises privées afin de permettre que la croissance en Afrique soit menée par le secteur privé.

Les parties concernées considèrent aussi, à l'unanimité, qu'il faudrait donner la priorité à l'aménagement des infrastructures pour soutenir la croissance économique. Les infrastructures devraient permettre de faire

le lien entre le marché de la production et le marché de la consommation, voire entre les pays, et ainsi d'élargir l'échelle économique de façon globale. L'élargissement de la connexion des marchés au niveau régional puis, au niveau continental, permet d'étendre les fruits de la croissance dans toute la société et dans tous les recoins du continent africain.

Les parties concernées ont aussi souligné l'importance des formations qui ouvrent la voie vers l'emploi, tels que la formation professionnelle et l'enseignement supérieur, dans l'optique de renforcer les opportunités de travail et le potentiel des jeunes et des femmes et de créer ainsi un groupe de personnes susceptibles de soutenir les activités économiques à l'avenir. L'architecture du savoir par l'accumulation de connaissances permettrait à l'Afrique d'être en mesure par elle-même de créer des innovations techniques qui sont le détonateur des activités économiques. Ce genre de connaissances et de ressources humaines sont une autre forme d'infrastructure pour la croissance économique.

Pour promouvoir les investissements privés, il est nécessaire de créer un meilleur environnement des affaires, notamment par le développement du système juridique approprié et l'application de ce dernier. Cette création de l'environnement est fortement demandée par les entreprises japonaises. Si l'Afrique, de son propre chef, s'efforce d'améliorer les compétences des organismes publics et instaure un environnement attractif pour les investisseurs, et si l'on ajoute à cela le potentiel très important de l'économie africaine, elle pourra attirer toute l'attention des investisseurs du monde entier.

Toujours selon les parties impliquées, il s'avère aussi qu'il est nécessaire de renforcer l'indépendance des agriculteurs qui représentent la part la plus importante de la population active en Afrique. Pour cela, outre les moyens traditionnels pour améliorer le niveau de vie de la population, soit le renforcement de la sécurité alimentaire ou de la nutrition, il est souhaitable d'essayer de réaliser cette amélioration à travers l'augmentation des revenus des agriculteurs, et de créer un nouveau marché de la consommation qui peut apporter une nouvelle croissance. Je pense que si l'agriculture est devenue une agriculture non seulement « pour manger » mais également « pour gagner de l'argent », la réduction de la pauvreté et la croissance économique seront aussi possibles dans l'Afrique entière.

A cette fin, il est également efficace de valoriser les produits agricoles à chaque stade du processus agricole, à savoir la production, le stockage

et la distribution. Il est aussi admis qu'il est vital d'augmenter le potentiel des travailleurs agricoles comme les femmes et les petits exploitants.

Par ailleurs, les effets néfastes du changement climatique constaté en Afrique ces dernières années, considérés comme un grand défi pour réaliser une croissance économique, sont devenus un sujet d'inquiétude. Il est urgent de rendre la croissance africaine plus soutenue et durable au moyen d'une politique d'adaptation ou des mesures préventives contre les sinistres. De ce point de vue, nous avons l'intention de contribuer à l'initiative de l'élaboration d'une stratégie de développement robuste pour faire face au changement climatique, et de prendre ultérieurement les mesures concrètes.

Et si les habitants en Afrique peuvent bénéficier des services adéquats de la santé, de l'eau, de l'hygiène, de l'éducation, etc. dans toutes les couches sociales, les bases de la croissance économique seront plus solides.

En outre, une société en paix et sûre dans laquelle les citoyens puissent exercer les activités socio-culturelles en toute assurance constitue également les fondements de la croissance. Il appartient à chaque état africain de jouer un rôle actif dans le but d'arriver à la paix sur le continent africain et de bâtir un gouvernement et une nation fiables ainsi qu'une société sûre. Nous autres les membres de la communauté internationale devons y croire et promouvoir leur potentiel afin d'atteindre ce but et devons agir en symbiose avec l'Afrique. Il est aussi important de ne pas lésiner sur les efforts pour revoir le mécanisme de maintien de la paix de la communauté internationale, y compris à travers une réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies.

J'aimerais suggérer les lignes de conduite qui corroborent les lignes stratégiques à travers les trois points suivants.

En premier lieu et dans le but de réaliser plus de croissance africaine, des mesures devraient être prises de manière à promouvoir l'initiative en propre de l'Afrique tel que l'Agenda de développement du continent. En deuxième lieu, il est nécessaire de promouvoir l'intégration des femmes et des jeunes aussi bien pour l'Afrique actuelle que pour l'Afrique du futur. Finalement, le plus important est le concept de sécurité humaine, autrement dit le concept selon lequel chaque personne doit être libérée de la peur et de la pénurie pour qu'elle réalise sa propre possibilité

riche.

Le Japon considère ce concept de sécurité humaine comme une idée importante et adéquate qui permet d'appuyer la vision pour élaborer les objectifs de développement post 2015. A travers le processus de la TICAD, le Japon ne ménagera pas ses efforts afin d'atteindre les OMD, en considérant cela comme le défi le plus important, et en alliance avec l'Afrique, il fera preuve de leadership pour permettre d'établir un cadre efficace de développement post 2015.

Aujourd'hui, le Japon vous remet un projet de compte rendu sur la base des idées que je viens de développer. Ce document démontre une farouche détermination en direction de plus de croissance en Afrique dynamique et un processus pour y arriver. A travers ce document, envoyons un puissant message au monde entier depuis la TICAD.

### **3. Le soutien du Japon à l'Afrique**

A la TICAD V, le Japon présentera de nouvelles mesures de soutien à l'Afrique afin qu'elle réalise plus de croissance et actuellement nous travaillons pour l'élaboration de ces mesures à travers les efforts conjoints du gouvernement et du secteur privé.

Le Japon est attentif à l'Agenda pour le développement du Continent, promu par l'Union Africaine (UA). Il soutiendra activement cet agenda à travers lequel les leaders africains expriment leur volonté politique pour le développement du continent africain dans son ensemble. Il offrira tout à la fois un soutien détaillé afin de répondre aux différents besoins de ces pays.

### **4. Mot de la fin**

Cette session est pour nous une très bonne opportunité permettant de discuter du document devant être adopté par nos leaders présents à la TICAD V. A cette même occasion, nous aimerions connaître vos opinions franches et qu'elles soient reflétées dans le projet.

Je vous remercie pour votre aimable attention. (Fin)